

La préfète de la Haute-Savoie

Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le 19 janvier 2026

**Arrêté n°PAIC-2026-0007 du 19/01/2026
Portant mise à jour des prescriptions de la société GRAPHOCOLOR APTAR
implantée 19, avenue des Vieux Moulins surANNECY (74000)
(siret : 77814794200016)**

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 19 mars 2025 portant nomination de Madame Emmanuelle DUBÉE, préfète, en qualité de préfète de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 24 juillet 2025, nommant M. Carl ACCETONE, administrateur de l'État du deuxième grade, en tant que secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2025-078 du 31 juillet 2025 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2007-3205 du 29 octobre 2007 autorisant la société GRAPHOCOLOR, à poursuivre l'exploitation de son établissement situé 19 avenue des vieux moulins, 74000 Annecy, spécialisé dans le traitement de surface ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2015-0003 du 5 mai 2015 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2007-3205 du 29 octobre 2007 de la société GRAPHOCOLOR ;

VU l'arrêté ministériel du 30/06/06 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°2010.84 du 7/04/2010 mettant en demeure la société GRAPHOCOLOR, de respecter les prescriptions édictées par l'article 2.4.4.2 de l'arrêté préfectoral n°2007-3205 du 29 octobre 2007, notamment en ce qui concerne le respect de la limite de concentration et de flux en azote global dans les rejets industriels de son site d'Annecy ;

VU l'arrêté préfectoral n°2011364-0006 du 30/12/2011 prorogeant la mise en demeure de la société GRAPHOCOLOR, de respecter les prescriptions édictées par l'article 2.4.4.2 de l'arrêté préfectoral n°2007-3205 du 29 octobre 2007, notamment en ce qui concerne le respect de la limite de concentration et de flux en azote global dans les rejets industriels de son site d'Annecy ;

VU l'arrêté préfectoral n°2025.0039 du 5/06/2025 mettant en demeure la société GRAPHOCOLOR APTAR, de déposer un dossier de demande d'autorisation environnementale avec étude d'impact, dans un délai de 12 mois ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 décembre 2025 relatif à l'inspection de l'établissement menée le 17 novembre 2025 et le projet d'arrêté préfectoral complémentaire, transmis à l'exploitant par courrier recommandé en date du 19 décembre 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, engageant la procédure contradictoire ;

VU le projet d'arrêté préfectoral complémentaire, transmis à l'exploitant par courrier recommandé en date du 23 décembre 2025 référencé 87001321803231L conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, engageant la procédure contradictoire ;

VU l'absence de réponse au projet d'arrêté qui a été communiqué à l'exploitant pour observations éventuelles à l'issue de la phase contradictoire ;

CONSIDERANT que l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 (traitement de surface), impose une valeur limite en concentration pour l'azote global de 50 mg/l si le flux est supérieur à 50 kg/j.

CONSIDERANT que depuis le 22 mai 2025, le site respecte le flux maximum autorisé par son arrêté préfectoral d'autorisation du 29 octobre 2007 de 36 kg/j d'azote global.

CONSIDERANT que l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 (traitement de surface), impose aussi en son article 20 que le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de comptabilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I).

CONSIDERANT que l'exploitant doit transmettre à l'inspection avant le 5 juin 2026, une étude de compatibilité avec le milieu récepteur dans le cadre du dépôt de son dossier de régularisation prévu par l'APMD du 5 juin 2025. Dans son dossier, l'exploitant doit proposer des valeurs limites d'émission qui soient compatibles avec le milieu et un calendrier des travaux nécessaires pour respecter les nouvelles valeurs limites d'émission.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, en application des dispositions des articles R. 181-45 du code de l'environnement, de modifier l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 octobre 2007 en supprimant la valeur limite en concentration en azote global dans les rejets d'eaux industrielles, jusqu'à l'instruction du dossier d'autorisation (régularisation) et l'établissement de l'arrêté préfectoral complémentaire correspondant, définissant les valeurs limites à respecter, compatibles avec le milieu récepteur.

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

ARRÊTE

Article 1er :

Le contenu de l'article 2.4.4.2 de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2007 est modifié de la manière suivante :

La concentration à ne pas dépasser en azote globale est supprimée jusqu'à l'instruction du dossier d'autorisation (régularisation) et l'établissement de l'arrêté préfectoral complémentaire correspondant, définissant les valeurs limites à respecter, compatibles avec le milieu récepteur. Le flux journalier en azote global est inchangé (36 kg/j).

Article 2 : Notification et recours

Le présent arrêté sera notifié à la société GRAPHOCOLOR APTAR.

Conformément aux articles L.171-11, L.514-6 et L.181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, sur le site internet www.telerecours.fr. dans les délais prévus à l'article R.181-50 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 3 : Information des tiers

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Savoie pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture et Monsieur le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont une copie sera adressée à Monsieur le maire d'Annecy.

Pour la préfète
Le Secrétaire général,



Carl ACCETTONE